

6. Nous sommes résolus à ne pas nous reposer sur nos lauriers et à poursuivre nos efforts en vue d'intensifier la croissance, car nous savons que des politiques identiques à celles qui servent aujourd'hui à consolider la reprise nous permettront aussi de nous intégrer avec une confiance accrue à l'économie mondiale.

Gérer la mondialisation

7. Au moment où nous envisageons les options qui s'ouvrent à nous, nous sommes convaincus que la mondialisation offre le plus de possibilités de relever le niveau de vie et d'accroître le bien-être social de nos collectivités. Nous reconnaissons aussi qu'il ne sera pas toujours facile de relever les importants défis sociaux et économiques que pose la mondialisation.
8. Nous savons que, dans toutes nos économies, certains habitants n'ont pas encore profité des avantages de la croissance économique, surtout dans les milieux ruraux et les villes de province. Nous nous rendons compte aussi que les nombreuses personnes durement touchées par la crise économique ont vu leur confiance en l'ouverture de l'économie mise à rude épreuve. En tant que dirigeants, unis par un sentiment de prospérité commune et une compréhension mutuelle des difficultés auxquelles fait face chacune de nos économies, nous décidons de combler les écarts profonds en ce qui a trait à la prospérité et à l'instruction et de faire bénéficier toutes nos populations des avantages de la mondialisation. Bien que les programmes de coopération économique et technique de l'APEC contribuent déjà à ce processus, nous croyons qu'ils peuvent être renforcés. C'est pourquoi nous demandons à nos ministres et à nos fonctionnaires de veiller à ce que le programme de coopération soit clairement ciblé et mieux défini pour obtenir des résultats pratiques qui aideront nos économies à se doter des capacités dont elles ont besoin.
9. Nous sommes également résolus à poursuivre notre travail au sein des forums internationaux afin de mieux façonner l'économie mondiale et d'offrir un climat financier plus sûr et plus stable, tant aux économies des pays en développement qu'à celles des pays industrialisés. Nous avons tiré d'importants enseignements de la crise de 1997-1998. Une telle compréhension de la nécessité d'instaurer des mesures préventives opportunes, pour réduire les risques de panique au sein des milieux financiers, a été le point de convergence de l'intervention de la communauté internationale. Nous accueillons favorablement les efforts déployés par le G20, le Forum sur la stabilité financière, les institutions financières internationales et d'autres tribunes pour consolider l'architecture financière internationale. Ces efforts comprennent l'amélioration de la surveillance internationale, le renforcement des cadres de réglementation et de contrôle, ainsi que la mise à contribution